

refusait de considérer les modifications sur la question de l'origine pour la simple raison qu'il avait été lui-même victime d'une injustice de la part de certaines associations.

J'espère que la solution de ce problème ne dépendra pas des sautes d'humeur du ministre, mais que justice sera rendue à tous.

Au nom de l'opposition officielle, je voudrais, en terminant, dire un mot de notre attitude visant le sous-amendement du PSD dont nous sommes saisis.

Ce sous-amendement renferme, sur le modèle de l'amendement libéral, trois recommandations précises tirées justement de la déclaration de principe faite par les libéraux, lors de leur réunion nationale, à l'égard du chômage, recommandations qui empruntent presque les termes mêmes de cette déclaration de principe. On a dit que l'imitation est la forme la plus sincère de la flatterie, et nous du parti libéral, sommes naturellement heureux...

M. Winch: Nous avons rédigé cet amendement il y a cinq semaines.

M. Racine: ...d'appuyer nos propres principes même lorsqu'ils sont mis de l'avant dans un sous-amendement social-démocratique.

M. J. F. Browne (Vancouver-Kingsway): Je me réjouis, monsieur l'Orateur, d'avoir l'occasion de dire quelques mots en faveur du budget supplémentaire présenté par le ministre des Finances (M. Fleming). Bien entendu, ce budget se rattache étroitement au programme complet que le gouvernement n'a cessé de poursuivre en vue de résoudre les problèmes du pays. À mon avis, il aidera beaucoup à stimuler l'activité économique, à encourager les Canadiens à placer leur argent dans notre pays, et, dans la plus grande mesure possible, à confier la propriété et le contrôle de l'industrie canadienne à des Canadiens. En outre, il aidera beaucoup à accroître notre commerce d'exportation et à créer de nouvelles possibilités d'emploi.

Cet après-midi, le secrétaire parlementaire (M. Bell) a exposé, en entrant dans les détails, les avantages qui découleront directement du budget. Il n'entre pas dans mon dessein de répéter ses propos. Je veux plutôt examiner les divers points en relevant les critiques que l'opposition a soulevées. Tout d'abord, nous avons été les témoins du genre d'attaque usuel, que nous connaissons maintenant si bien dans cette enceinte: elle est la résultante d'une attitude qui semble remonter à il y a quelque temps déjà et qui a été manifestée pour la première fois par M. Templeton, jeune et brillant libéral: à la télévision, M. Templeton a exprimé l'espoir que les prévisions de certains économistes, savoir qu'une

régression sévirait au Canada, se révéleraient justes, car cette éventualité serait, pour le parti libéral, le meilleur espoir de revenir au pouvoir. Depuis ce temps-là, la ligne de conduite suivie dans cette enceinte par l'opposition libérale a consisté à susciter la crainte dans le cœur des Canadiens, à se faire prophètes de malheur et de destruction.

Lorsqu'il s'est lancé dans sa critique de l'exposé budgétaire, le député de Kenora-Rainy-River (M. Benidickson) a déclaré que ce genre de discours ne représentait pas grand chose, qu'il n'apportait au pays aucun avantage. Il a ensuite infirmé cette assertion, car, peu de temps après l'avoir énoncée, il a cité le commentaire suivant du *Financial Post*, que je relève à la page 1079 du compte rendu:

Par contraste avec toutes les années de l'après-guerre, les consommateurs canadiens ont réduit leurs dépenses au cours du premier trimestre.

Il s'agit du premier trimestre de 1960. J'ignore, monsieur l'Orateur, si cette déclaration est absolument exacte. De fait, les dépenses du consommateur ont indiqué une légère augmentation au cours du premier trimestre de 1960, mais, comparativement au revenu de l'effectif ouvrier, elles ont diminué. Pendant la période précitée, le revenu de la main-d'œuvre atteignait un sommet sans précédent. Il y avait plus de Canadiens au travail que jamais auparavant, et rien ne justifiait la réduction des dépenses du consommateur.

C'est la peur répandue dans tout le pays par le parti libéral qui est à l'origine de cet état de choses. Le député d'Essex-Est (M. Martin) me comprendra si je dis que le Canadien, qui gagne aujourd'hui plus que jamais auparavant, qui travaille ferme comme jamais, hésitera à s'acheter une nouvelle voiture cette année parce que le parti libéral prétend que tout ne va pas très bien et qu'il pourrait perdre son emploi. Voilà qui n'est pas de nature à beaucoup aider notre pays. Je suis très content de voir que les Canadiens commencent maintenant à savoir à quoi s'en tenir. Une fois éclairés sur ces prophètes de malheurs, nous n'en avons plus rien à craindre.

J'aimerais maintenant vous faire part des vues de l'Association canadienne des manufacturiers sur ce sujet. On les trouve exposées dans la revue *Industrie* de janvier 1961. Après avoir signalé, comme je l'ai dit, que l'année avait été bonne et prospère pour tous les Canadiens, que les particuliers avaient gagné et épargné davantage, on ajoute:

La cause des sans-travail n'y gagne pas, par exemple, quand on persiste à créer au pays et à l'étranger l'impression d'une économie en ruine. De pareilles faussetés seraient ridicules si elles n'étaient pas si nuisibles. En effet, ce tableau sombre et exagéré que l'on brosse de la situation contribue beaucoup à miner la confiance du public en ce qui concerne l'avenir immédiat.

[M. Racine.]